



UNION AFRICAINE



LIGUE DES ÉTATS ARABES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT

CONSULTATIONS ENTRE L'UNION AFRICAINE ET LA LIGUE DES ÉTATS ARABES SUR LES QUESTIONS POLITIQUES, DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

Addis Abéba et le Caire, le 1^{er} décembre 2015: Le Secrétariat général de la Ligue des États arabes (LEA) et la Commission de l'Union africaine (UA) ont tenu, le 30 novembre 2015, au siège de la LEA au Caire, une réunion au cours de laquelle ils ont eu des consultations approfondies sur des questions politiques, de paix et de sécurité d'intérêt commun. La délégation de la LEA était conduite par son Secrétaire général, Dr. Nabil El-Arabi, et comprenait Dr. Fadel M. Jawad, Secrétaire général adjoint aux Affaires politiques, l'Ambassadeur Khalil Ebrahim Al Thawadi, Secrétaire général adjoint, M. Ibrahim Gaafar Elsouiri, Coordonnateur du Comité de la LEA sur la Sécurité nationale et la Lutte contre le Terrorisme, et M. Zeid Al Sabban, Directeur chargé de l'Afrique et de la Coopération Afrique-Monde arabe. La délégation de la Commission de l'UA était conduite par le Commissaire à la Paix et à la Sécurité, l'Ambassadeur Smaïl Chergui, et comprenait le Représentant permanent de l'UA auprès de la LEA, l'Ambassadeur Abdelhamid Bouzahir, et le Directeur du Département Paix et Sécurité de la Commission de l'UA, M. El-Ghassim Wane.

Les deux parties ont procédé à un échange de vues sur les voies et moyens les meilleurs pour renforcer leur dialogue politique et institutionnaliser leur coopération dans le domaine de la paix et de la sécurité, ayant à l'esprit les relations de longue date qui lient le Monde arabe et le Continent africain et les intérêts qui leur sont communs. Ils ont noté que neuf des États membres de l'UA et de la LEA font partie des deux organisations, alors que la moitié de la population arabe vit en Afrique. Aussi le partenariat entre les deux organisations repose-t-il sur de solides fondations géographiques, humaines et politiques, et il existe une grande similitude entre les défis politiques, de paix et de sécurité auxquels les deux régions sont confrontées.

Les deux parties se sont engagées à tenir des consultations régulières de haut niveau, ainsi que des rencontres entre hauts fonctionnaires, en vue de permettre des échanges de vues sur les questions politiques, de paix et de sécurité d'intérêt commun, s'appuyant en cela sur les mécanismes existants du partenariat entre l'UA et la LEA. Elles ont également convenu d'examiner la possibilité de missions conjointes sur le terrain au niveau des Secrétariats, ainsi qu'entre les organes politiques compétents des deux organisations, sous réserve de leur agrément.

Les deux parties ont examiné nombre de situations de crise et de conflit, y compris la Libye, la Somalie, la région soudanaise du Darfour, le Soudan du Sud et les Comores. Elles ont souligné la nécessité de renforcer les efforts déployés pour relever les défis de l'heure, et ont convenu d'approfondir leur coopération à cet égard. La délégation de l'UA s'est félicitée de l'appui

humanitaire apporté par la LEA dans différentes zones de conflit sur le continent, et les deux parties se sont engagées à coordonner davantage leurs efforts et initiatives dans ce domaine.

En ce qui concerne plus particulièrement la Libye, les deux parties ont exprimé leur profonde préoccupation face à la situation actuelle, y compris la recrudescence du terrorisme. Elles ont souligné la nécessité de renforcer la coordination internationale pour maximiser l'impact des efforts déployés pour mettre fin au conflit en Libye et promouvoir la réconciliation nationale. À cet égard, elles ont reconnu le rôle important du Groupe international de contact pour la Libye (GIC-L). La délégation de l'UA a informé la Ligue arabe de son intention de renforcer le rôle de l'Afrique dans la recherche d'une solution, et ce en étroite collaboration avec la LEA et les Nations unies.

S'agissant de la Somalie, les deux parties ont convenu de travailler ensemble pour consolider les avancées enregistrées ces dernières années par la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM) et les Forces de sécurité somaliennes, ainsi que les progrès accomplis dans le processus politique. L'accent sera ici mis sur la mobilisation de ressources pour l'AMISOM et les institutions étatiques somaliennes, ainsi que sur l'appui aux efforts de consolidation de la paix sur le terrain.

Sur le Soudan, la délégation de l'UA a informé la LEA des efforts déployés par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'UA, dans le cadre des communiqués pertinents du Conseil de paix et de sécurité (CPS), aux fins de faciliter la cessation des hostilités au Darfour et dans les Etats du Kordofan méridional et du Nil Bleu, et d'appuyer l'initiative de Dialogue national. Les deux parties ont convenu d'approfondir leurs consultations à cet égard et de s'accorder sur les moyens de renforcer l'interaction et de promouvoir une coopération plus étroite entre la Ligue et le Groupe de haut niveau de l'UA.

Pour ce qui est des Comores, les discussions ont porté sur les élections prévues en février et en avril 2016 pour les postes de Gouverneurs des Iles autonomes et la présidence tournante de l'Union des Comores. Les deux parties ont souligné la nécessité pour les parties prenantes comoriennes de préserver et de consolider les avancées réalisées à ce jour dans le processus de réconciliation et de stabilisation dans l'Archipel.

La délégation de la LEA a fait le point sur la situation au Yémen et les efforts arabes et internationaux connexes, ainsi que sur la question palestinienne. La délégation de l'UA a saisi l'occasion pour appeler l'attention sur les effets néfastes du conflit au Yémen sur la sécurité dans la Corne de l'Afrique.

Enfin, les deux parties ont procédé à un échange de vues sur la menace posée par le terrorisme et l'extrémisme violent. Elles ont convenu de renforcer la collaboration entre le Comité de la LEA sur la Sécurité nationale et la Lutte contre le Terrorisme, d'une part, et les organes compétents de l'UA, de l'autre, y compris le Centre africain d'Étude et de Recherche sur le Terrorisme (CAERT), dont le siège est à Alger.